

Rapport de la visite au Tchad et au Cameroun

Korinna Horta and Delphine K. Djiraibe, Environmental Defense and
Center for International Environmental Law

February 20, 2001

Rapport de la Visite au Tchad et de la Réunion des ONGs du Tchad et
du Cameroun à M'balmayo
(20 Février – Mars 2001)

Korinna Horta, Environmental Defense
Delphine Djiraibe, ATPDH

(1) Contexte Politique au Tchad

Après avoir pris le pouvoir par les armes en 1990, Idriss Déby, Président du Tchad, et son parti politique, le Mouvement Patriotique du Salut (MPS), organisèrent des élections en 1996 et 1997. Le rapport de cette année sur la situation des droits de l'homme au Tchad fait par le Département d'Etat américain cite des rapports crédibles décrivant ces élections comme largement frauduleuses et entâchées d'irrégularités au niveau local. Le gouvernement est présentement entrain de préparer de nouvelles élections prévues pour le 20 mai 2001. Les organisations de la société civile s'attendent plus ou moins à une répétition de la situation de 96-97. Il y a très peu d'espoir qu'un changement positif puisse en résulter.

Le VIH-SIDA se répand rapidement au Tchad et l'un des messages de la campagne électorale affiché à N'djaména, est une des indications que le gouvernement actuel souhaite prolonger son séjour au pouvoir.

"Le Président de la République et le Premier Ministre sont garants de votre sécurité en ce qui concerne le SIDA."

Les citoyens ordinaires au Tchad sont découragés et, selon les journaux locaux, la participation au recensement est très faible. Les gens ont peur de s'exprimer et préfèrent ne pas être identifiés à l'opposition. La situation économique et sociale s'empire et la majorité de la population est préoccupée par la survie quotidienne. Selon les organisations des droits de l'homme et le Département d'Etat américain les forces de l'ordre continuent de commettre de sérieuses violations des droits de l'homme en toute impunité. Les citoyens n'ont

pas accès à un système judiciaire indépendant.

(2) Action gouvernementale sur le projet

La mort, dans un accident d'avion début février, de Abdéramane Dady, Secrétaire Général de la Présidence et la personne principale en charge du projet pétrole et de Ahmed Lamine, le Ministre du Plan et de la Coopération, a dû laisser le gouvernement sans les détails des informations sur la gestion du projet. Ces informations étaient entre les mains de Dady qui gérait d'une manière fermée le projet au nom du Président de la République.

Le Collège de Contrôle

Le Collège de Contrôle (CC) est la principale garantie mise en place par la Banque mondiale pour assurer que les revenus générés par le projet pétrole soient utilisés aux fins présumées de réduction de la pauvreté. Cette structure a été établie par la loi 001/PR/99 sur la gestion des revenus pétroliers et incorpore la participation de la société civile. Mais à ce jour le CC n'est pas effectif et le gouvernement montre très peu de volonté à le voir fonctionner d'une manière indépendante.

Les membres du CC ont été nommés par le Président le 4 Décembre 2000, mais le décret d'application qui doit définir le mode de fonctionnement du CC n'a toujours pas été publié. Les membres du CC ont pris l'initiative de proposer au gouvernement un projet de décret d'application. Le gouvernement a préféré présenter son propre projet de décret auquel manque toute référence à l'indépendance du CC. Par ailleurs, le document émis par le gouvernement limite le domaine d'action du CC aux champs pétroliers de Komé, Miandoum et Bolobo et demande au CC de rendre son rapport exclusivement au gouvernement et non aux autres partenaires. Selon le projet du gouvernement, le CC n'aura pas non plus le pouvoir de prendre des initiatives. Les décisions seront prise à la majorité simple au lieu de la majorité de 2/3 tel qu'il était proposé par le CC.

Bien que le décret d'application n'ait pas encore été officiellement promulgué, le gouvernement a par ailleurs essayé d'obtenir du CC que celui-ci endosse des dépenses sur le reliquat du bonus reçu du consortium. Aucun document relatif à ces dépenses n'a été au préalable présenté aux membres du CC, et le CC a refusé de donner son accord surtout basé sur une communication orale.

Le CC a été présenté, par la Banque Mondiale et les autres bailleurs de fonds, comme l'instrument principal pour rendre le gouvernement responsable de la bonne gestion des revenus pétroliers et l'utilisation des bénéfices pour les citoyens du pays.

(3) Les plans de la Banque mondiale

La rencontre avec la représentante résidente de la Banque mondiale à N'djaména a révélé les informations suivantes:

(a) Un nouveau projet de "bonne gouvernance" pour le gouvernement Tchadien est en cours de préparation.

(b) La Banque est entrain d'étudier la possibilité d'envoyer un expert au Tchad pour aider le gouvernement en matière de relation publique. "Le gouvernement fait du mauvais travail dans ce domaine."

(c) Un projet de développement rural pour la région pétrolière est entrain d'être identifié;

(d) La Banque Mondiale (IDF) a donné au gouvernement tchadien \$ 300,000 pour l'aider à renforcer la capacité des ONGs,

(e) Un nouveau programme d'ajustement structurel est prévu pour juillet 2001. Le gouvernement a rempli toutes les conditionalités sauf en ce qui concerne quelques problèmes macro-économiques. Ces problèmes sont relatifs au déficit budgétaire causé par la guerre au nord du pays.

(f) La Banque a demandé un audit pour vérifier la gestion du bonus par le gouvernement.

(4) Le rôle de la France

Le 1er Secrétaire de l'Ambassade de France au Tchad qualifie le projet pétrole de "projet le plus minutieusement examiné et contrôlé au monde". Il a ajouté que les enseignements de la Banque Mondiale et du FMI ont permis de sérieuses améliorations sur le projet.

Répondant aux préoccupations des associations de droit de l'homme concernant le projet, le 1er conseiller les a accusés de rechercher la perfection.

Le gouvernement tchadien a demandé le soutien financier de la France pour la formation de 4.000 gendarmes et gardes nationales. La France va probablement accéder à cette demande mais elle s'inquiète de

dupliquer les responsabilités étant donné la variété des forces armées gouvernementales.

Par ailleurs, d'anciens militaires français ayant servi dans la région sont entrain d'être recrutés pour assurer la sécurité du projet. La sécurité est assurée a plusieurs niveau. Le consortium fait son propre arrangement pour sa propre sécurité et les autres sous contractants font les leur.

Faute de projets, la France n'a déboursé que le tiers des fonds réservés pour le Tchad. La France financera les élections à venir mais ne jouera aucun rôle dans leur organisation.

(5) Le rôle des Etats-Unis

Le 1er conseiller de l'ambassade des Etats-Unis (EU) a exprimé sa préoccupation concernant la gestion du bonus et a déclaré que, de fait, le gouvernement Tchadien avait perdu beaucoup de crédibilité.

Après avoir écoutés les préoccupations des associations des droits de l'homme, il a dit que les EU allaient maintenir la pression sur le gouvernement. Mais il a aussi souligné que les EU ne peuvent pas faire grand chose car après le retrait de l'USAID, l'ambassade, privée des ressources financières, a peu d'influence pour se faire écouter par le gouvernement.

A la question de savoir si l'ambassade pouvait offrir une certaine protection pour les défenseurs des droits de l'homme, le 1er conseiller a répondu qu'il ne pouvait pas aider parce que même l'ambassade fait recours aux forces de l'ordre du gouvernement tchadien pour sa propre sécurité.

L'ambassadeur actuel des EU au Tchad est un ancien fonctionnaire du Département de l'Agriculture des EU. Il vient d'arranger le transfert de 10 millions de tonnes de céréales pour le sud du Tchad. Les 10 millions de tonnes de céréales vont être vendues par le biais de la représentation de 2 ONGs américaines au Tchad, à savoir Africare et World Vision. Cette expédition amènera sûrement la surproduction des EU sur le marché, mais on ne voit pas clairement quel bénéfice les populations locales en tireront.

(6) La visite à la base de ESSO et dans la région de Doba.

Quand on s'approche la base de ESSO à Komé, au sortir de Doba, une petite ville dans la région du pétrole, on croit entrer dans un autre pays. Les panneaux de signalisation sur des routes particulièrement bien maintenues sont pour la plus part en anglais et quelquefois traduites en français. Des grandes surfaces continuent d'être dégagées avec de grosses machines pour faire place aux nouvelles infrastructures. Un aéroport avec une large piste d'atterrissage et de petits avions à hélices se trouve au milieu de la forêt. Il y a une sécurité lourde devant l'entrée en fer menant aux bureaux de ESSO. Ces bureaux sont des bâtiments mobiles devant lesquels se trouvent des parkings et des parterres de fleurs ,style banlieues américaines. A l'intérieur des bureaux, le ronronnement des ordinateurs offre un contraste frappant avec les environs proches: l'électricité et l'eau courante sont inexistantes dans le petit village voisin aux maisons en forme de dôme et au toit de paille. L'électricité et l'eau sont rares ou inexistantes dans les grandes villes tchadiennes. A Moundou la plus grande ville de la région pétrolière, il n'y a presque pas de lignes téléphoniques.

Dans les bureaux de ESSO à Komé nous fûmes reçus par M. Don Rees, un gallois employé par ESSO et chargé des travaux de construction. M. Rees nous a montré sa copie du plan de gestion de l'environnement pour le projet qu'il appelle "sa Bible". Il a ensuite fait un exposé sur les effets de la construction sur l'environnement:

- les arbres de 20cm de diamètre ne seront pas coupés, mais il y aura quelques exceptions (de grandes surfaces semblent être déjà dégagées). Mais tous les grands arbres du quartier résidentiel qui sera construit pour les responsables du projet ne seront absolument pas coupés.
- Pas plus de 10% de l'eau de surface sera pris de la rivière. La qualité de l'eau des puits existants dans les villages est entrain d'être examinée.
- Tous les déchets qui ne peuvent pas être incinérés seront enterrés. M. Rees a dit qu'il n'y aurait pas de déchets toxiques mais que des puits exploratoires seront mis en place pour s'assurer qu'aucune contamination ne filtre vers les eaux souterraines.
- Du sable sera extrait du fleuve Logone mais comme celui-ci est bien grand il n'y aura pas de différence et les trous creusés dans le lit de la

rivière se remplira naturellement. Mais ESSO fera une étude sur cette question.

- En plus du sable, le projet aura besoin d'une grande quantité de pierres pour fabriquer du ciment. Elles seront prises du relief environnant.

M. Rees n'a pas pu expliquer comment le consortium allait payer l'état et les citoyens tchadiens pour l'eau, le sable et les pierres.

Selon M. Rees, la compensation est un sujet très compliqué et pour cela le projet a un bureau qui traite des affaires socio-économiques. Ce bureau dispose d'une base de données appropriées en la matière. Il a dit que c'était par erreur que les champs laissés en jachère n'avaient pas été pris en compte dans l'accord concernant les compensations, mais que cette erreur allait être corrigée. Il a aussi promis que la route Bolobo-Komé allait éviter les cimetières. La route qui doit relier les trois champs pétroliers évitera les champs et les maisons.

Il a qualifié d'énormes les opportunités de travail offertes par le projet et a donné l'exemple du village de Béro où neuf personnes ont été recrutées parmi 150 jeunes candidats.

L'un des employés de ESSO chargé du recrutement a été physiquement attaqué par la foule déçue. Il a décrit cela comme un conflit interne entre Tchadiens. "Des Tchadiens attaquant d'autres Tchadiens".

M. Rees a travaillé au Nigéria et dans d'autres pays africains producteurs de pétrole. Il a dit que son expérience lui permet de croire que le projet prendra beaucoup plus de temps que prévu et que les opportunités d'emploi vont augmenter.

Les conflits dans la région pétrolière

Le gouvernement et le consortium ont suscité beaucoup d'espoirs concernant les opportunités d'emploi. Cependant il y a en réalité très peu d'offres et les conflits liés aux postes disponibles s'amplifient. Les populations locales disent qu'elles ont fait l'objet de pratiques discriminatoires et que le gouvernement et le consortium les ont trompées. "On nous a dit qu'on aurait de l'argent et du travail mais on ne voit rien de tout cela, même le travail de manoeuvre est donné aux étrangers," a dit un villageois qui demande l'anonymat.

Beaucoup de ressortissants des villages environnants ont émigré dans la région du pétrole pour chercher du travail, suite en particulier à la propagande faite par le consortium et le gouvernement. Parmi les nouveaux venus il y a un bon nombre d'éleveurs venus du nord du pays. Cette situation exacerbe d'avantage les conflits agriculteurs-éleveurs pré-existants. Il nous été rapporté qu'un Tchadien travaillant avec ESSO aurait aidé à transporter les éleveurs et leur bétail en camion pour les amener dans la région du pétrole.

L'EPOZOP (Entente des Populations de la Zone pétrolière), l'unique organisation des populations locales, n'a toujours pas reçu l'autorisation de fonctionner et a été suspendue par les autorités tchadiennes.

Rencontre de M'Balmayo regroupant les ONGs tchadienne et camerounaises (February 25-28, 2001)

Les ONGs camerounaises et tchadiennes se sont rencontrées pour la première fois pour définir la stratégie à mettre en place pour suivre cette nouvelle étape du projet. Les objectifs de cette réunion étaient de définir les stratégies à court et à long terme pour éviter une catastrophe humaine et écologique pendant que le projet avance et pour arrêter les pratiques destructrices des compagnies transnationales et des banques multilatérales de développement.

Il y a eu des discussions détaillées sur les activités de monitoring du projet et les structures qui vont être mises en place dans un contexte d'intimidation, d'insécurité et d'un manque d'alphabétisation des populations locales.

Les ONGs camerounaises vont mettre en place une structure qui va collecter les informations sur 880km le long du pipeline. Un groupe d'observateurs va être déployé dans la région. La coalition des ONGs analysera les informations et fera un pladoyer en faveur des droits des populations locales.

Au Tchad la structure de monitoring qui sera mise en place aura une antenne à Bébédja et une autre antenne à N'djaména avec un bureau de coordination à Moundou au cœur de la région pétrolière. Un expert et un secrétaire vont être recrutés pour chaque bureau. Les experts travailleront avec les organisations de droits de l'homme, les ONGs de développement et les églises pour collecter les informations, les traiter

et initier des actions. Le travail reposera sur le travail préalable de l'EPOZOP puisque l'EPOZOP est l'unique organisation qui représente les populations locales. Le fait que le gouvernement ait suspendu les activités de l'EPOZOP est un problème qui préoccupe beaucoup les ONGs.

Le bureau de coordination à Moundou est responsable de la circulation des informations. Le Réseau de Plaidoyer (advocacy network) basé à N'djaména travaillera avec les ONGs internationales pour défendre et protéger les droits des populations.

Les ONGs camerounaises et tchadiennes présentes à M'balmayo ont adressé une lettre conjointe au Président Wolfensohn concernant les termes de références et le fonctionnement du Groupe International Consultatif (GIC). L'une des plus grande préoccupation des ONGs est l'absence d'une référence à la question des droits de l'homme dans mandat du GIC.